

Le
point
sur les
résultats
REDDITION DE COMPTES 2011

L'ENVIRONNEMENT DES ÉLÈVES



ILS IRONT LOIN



Commission
scolaire
de Montréal

L'environnement des élèves

Pour apprendre, il faut avoir les meilleures conditions possibles. Je veux à présent vous entretenir de l'environnement des élèves pour réussir. Tout ce qui touche la qualité des milieux de vie peut faire toute la différence dans l'apprentissage, la persévérance et la réussite, comme dans la prestation de service de nos employés. À Montréal, deux défis majeurs coexistent, même s'ils ne posent pas les mêmes difficultés : la diversité culturelle et la défavorisation. C'est pourquoi l'effet de la Commission scolaire sur ces enjeux est capital. Pour offrir des services adéquats, ciblés, équitables, il faut en exercer une coordination à tous les niveaux. Et parce qu'une commission scolaire, ce sont des personnes, il faut développer une écoute exceptionnelle, et savoir passer à l'action. À la base, il faut bien connaître nos élèves. Qui sont-ils ? Comment vivent-ils ?

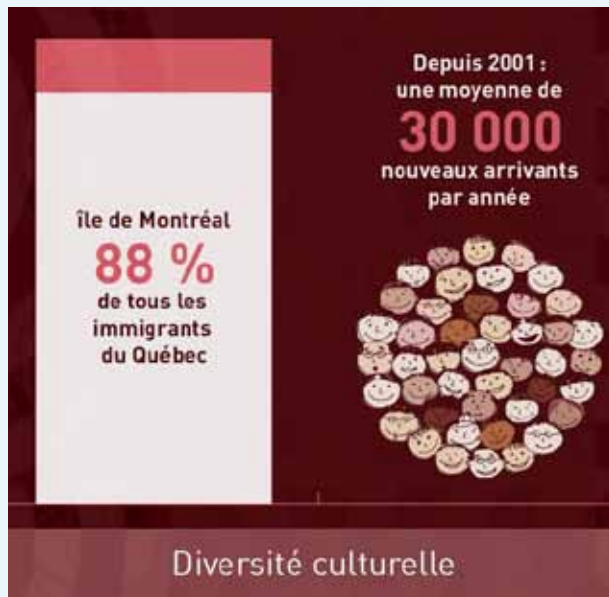
Les élèves de la CSDM et leur famille vivent au cœur d'une grande ville aux défis et aux potentiels impressionnants. Pensons seulement à la diversité culturelle. Par exemple, Montréal est la terre d'accueil de près de 88 % de tous les nouveaux arrivants au Québec devant s'adapter, s'intégrer à la société québécoise et à sa culture, pour une moyenne annuelle de 30 000 personnes depuis les dix dernières années. Il semble que ce soit un phénomène unique à Montréal. J'ouvre une parenthèse pour vous sensibiliser à cet enjeu pour nous. Parce que plus les personnes immigrantes diffèrent par la langue, l'ethnie, la religion, la race, l'habillement, etc. – et ce sera encore plus vrai pour les prochaines vagues d'immigration – plus leur intégration à notre société et à notre culture en français sera primordiale pour maintenir la cohésion et l'harmonie.

Parlant d'harmonie, rappelons-nous une citation célèbre concernant nos jeunes:

« Notre jeunesse est mal élevée. Elle se moque de l'autorité et n'a aucune espèce de respect pour les anciens. Nos enfants d'aujourd'hui ne se lèvent pas quand un vieillard entre dans une pièce. Ils répondent à leurs parents et bavardent au lieu de travailler. Ils sont tout simplement mauvais. »

Vous la connaissez, elle est de Socrate. On ne peut que constater que, de tout temps, les adultes ont eu la même perception des jeunes. Mais vous les avez vus au début, nos jeunes sont beaux et allumés ! Je ne sais pas si vous le réalisez mais, chaque jour, près de 30 000 ados se déversent dans les rues de Montréal. Ils vont à l'école ou en reviennent, et ils font très peu de folies puisqu'il y a très peu d'incidents ! Nos jeunes sont des acteurs de la paix sociale et participent à la qualité de vie à Montréal.

L'environnement des élèves



Toutefois, malheureusement, Montréal se distingue également par la disparité économique de sa population. Un très grand nombre de nos élèves sont en difficulté, fragilisés par la défavorisation économique et sociale. Ces enjeux sont majeurs et demandent que nous tous – parents, équipes-écoles, associations et groupes communautaires, municipalité – unissions nos efforts. C’est aussi dans cette optique que travaille le Comité de gestion de la taxe scolaire de l’île de Montréal. En plus d’offrir un soutien technique, administratif et financier aux cinq commissions scolaires de l’île de Montréal, le Comité de

gestion est au service des plus démunis dans les milieux défavorisés en favorisant la concertation et la recherche et en préparant, par exemple, les cartes de défavorisation des familles et la classification des écoles selon les indices de défavorisation. Ce sont des outils indispensables et très aidants. Cependant, ils sont soumis aux fluctuations du revenu familial et ne tiennent pas compte du facteur immigration à Montréal. Par ailleurs, le sens même de la taxe foncière a été détourné de son but premier, passant de projet participatif, à projet administratif – servant à financer l’entretien des équipements et des bâtiments, la consommation énergétique, du transport scolaire et d’autres frais administratifs, au lieu de programmes pour les plus démunis. Si bien que la valeur d’une maison a de moins en moins d’incidence sur l’argent disponible pour des programmes aux élèves en milieu défavorisé – ou de plus en plus, selon le point de vue de l’observateur. Une situation qui ajoute à notre problématique montréalaise.

La Mesure alimentaire

La CSDM a donc adopté plusieurs mesures pour faciliter les conditions d’apprentissage. L’une des plus importantes est la Mesure alimentaire, en place depuis 1991. Il s’agit d’un programme de soutien alimentaire permettant d’offrir un dîner aux élèves les plus défavorisés, selon l’indice de défavorisation du Comité de gestion de la taxe scolaire de l’île de Montréal. Je le répète, nous parlons ici d’enfants issus de familles dont le revenu est inférieur à 20 000 \$ pour quatre personnes – 48 % de nos élèves. Nous travaillons en partenariat avec le Collectif de la Table des écoliers, qui regroupe dix organismes communautaires de quartier, dont la Relance, Le Garde-manger pour tous et le Chic Resto Pop. La Mesure alimentaire est financée à partir d’un budget du MELS et de la CSDM, et par la contribution symbolique demandée aux parents des élèves qui en bénéficient. Soulignons que, cette année, la contribution des parents est passée de 0,50 \$ à 0,75 \$, en raison de l’inflation du coût des aliments, et considérant que nous n’avons demandé aucune augmentation depuis les 20 dernières années. Il faut aussi savoir que, depuis 2003-2004, la CSDM investit environ 2 millions de dollars pris à même son budget afin d’élargir la Mesure alimentaire et de mettre en œuvre une mesure bonifiée pour certains milieux.

Il y a aussi le programme de lait-école qui permet d’offrir un berlingot de lait à 40 000 élèves du primaire, de 2 à 5 fois par semaine et le programme Opération Solidarité qui offre une collation à 20 600 élèves de 67 écoles défavorisées. Ici, je dois insister sur le fait que, faute de moyens, la Mesure alimentaire ne comble les besoins que de 18 % de nos élèves en milieu défavorisé, soit 12 000 élèves alors qu’ils sont 30 000. C’est dire qu’elle ne répond

L'environnement des élèves

pas aux besoins d'autres élèves. Pour y parvenir, il nous faudrait 15 millions de dollars de plus par année. Nous ne pouvons que le répéter : la faim des enfants, il faut en voir la fin. C'est pourquoi, toujours en collaboration avec la Table des écoliers, nous examinons la mise en œuvre d'une mesure alimentaire universelle pour soutenir tous les enfants provenant d'une famille en milieu socioéconomique faible, peu importe son école. Nous évaluons aussi la faisabilité d'une cantine pour tous les élèves, que nous définissons par l'offre quotidienne de dîners équilibrés à tous les élèves de toutes nos écoles. Dès la rentrée 2013, nous voulons mettre de l'avant un projet pilote de cantine dans différents quartiers dans la perspective de déployer une mesure universelle à l'échelle de la CSDM.

Évidemment, le financement de ces programmes est complexe, dans les pays où cela se fait - en Finlande, en France, la majorité des budgets proviennent d'instances municipales ou gouvernementales autres que le système scolaire. Nous avons demandé aux parents «qui devrait défrayer le coût des repas offerts aux enfants en milieu défavorisé?» : 25 % ont désigné le ministère de la Santé et des Services sociaux, 17 % le MELS et 13 % la CSDM. Pour les enfants en milieux favorisés, 70 % des parents croient que c'est à eux à déboursier le prix du repas de leur enfant.

La CSDM a aussi pris l'habitude de la saine alimentation. Vous le savez sans doute, dans nos cafétérias, pas de friture, pas de confiserie, pas de boissons gazeuses. À ce propos, le mois dernier, la CSDM a adopté la nouvelle Politique pour une saine alimentation, qui vise à favoriser et à promouvoir l'acquisition de saines habitudes alimentaires chez les élèves. Cela dit, il faut faire mieux, surtout au secondaire. Il faut favoriser l'achalandage des cafétérias, pour contrer la compétition de la restauration rapide et des dépanneurs par une variété d'aliments sains et bien présentés. Comment rendre le brocoli ragoûtant, et le Big machin dégoûtant...

En plus du soutien offert grâce à la Mesure alimentaire, la CSDM souhaite implanter dans les écoles et les communautés de plus en plus de solutions durables pour accompagner les élèves et leur famille vers l'autonomie alimentaire. D'ailleurs, la CSDM et ses nombreux partenaires souhaitent la réintroduction de cours d'économie familiale actualisés, intégrés ou non au cursus. L'éducation à l'alimentation est essentielle pour réussir à changer les habitudes alimentaires des élèves et celles de leur famille - facteur premier d'influence chez les jeunes.

En attendant, plusieurs écoles et partenaires offrent aux élèves et à leurs parents diverses activités. Par exemple, des ateliers culinaires avec la Table des chefs ou les ateliers 5 épices; des cuisines collectives, avec les Cuisines collectives; des épiceries communautaires avec les Magasins Partage, dont nous sommes des grands supporteurs; ou des jardins communautaires et des ateliers d'agriculture urbaine, avec Les Jeunes Pousses ou Communiterre.



L'environnement des élèves

Dans le quartier Centre-Sud, en plein cœur de Montréal, l'école Jean-Batiste-Meilleur met actuellement en œuvre un projet d'intégration en alimentation dans son programme éducatif, avec une vraie cuisine pour les enfants et les parents. Ce sera la première académie culinaire du genre au Québec ! Les bienfaits d'une bonne alimentation sur la santé sont bien connus, mais il faut également comprendre que les nombreux organismes communautaires qui, chaque jour, préparent et servent les repas aux élèves, sont de véritables entreprises d'économie sociale puisque, par exemple, ils engagent du personnel en réinsertion sociale : une mission louable, certes, et fondamentale pour un meilleur développement social. Nous avons accueilli avec plaisir la nouvelle d'une consultation publique sur l'agriculture urbaine à Montréal. Déjà, puisqu'on mentionnait ce quartier, l'école secondaire Saint-Henri dispose d'un toit vert ; nous avons expérimenté un jardin sur le toit à l'école Carneau, avec notre partenaire La Ruelle de l'Avenir, et plusieurs écoles primaires ont des jardins magnifiques et y font la cueillette de fruits et de légumes.

Les services de garde

On le sait, les parents des enfants en croissance ont besoin de soutien, passons maintenant aux services de garde. Savez-vous que la CSDM a le plus grand service de garde en milieu scolaire au Québec ? Il y a un service de garde dans presque toutes nos écoles

primaires, et dans certaines de nos écoles spécialisées, qui reçoivent plus de 23 700 élèves, de façon régulière ou sporadique, avant et après les heures de classe et pendant les journées pédagogiques. Cela représente 53,2 % des élèves au primaire. En plus de l'aide aux devoirs, le service de garde offre aux enfants d'autres activités ludiques ou éducatives. Cette année, en collaboration avec les éducatrices en service de garde, dix beaux projets serviront de pilote pour l'aide aux devoirs et pour les services éducatifs aux enfants de 4 ans.

Par exemple, pour l'aide aux devoirs, cinq projets avec des approches différentes :

Dans le réseau Nord, aux écoles Saint-Isaac-Joques et Saint-Benoît, un activité de Taekwondo au centre Acadé-Kicks, pour promouvoir la réussite et l'activité physique. Deux fois semaine, les jeunes y sont transportés en bus après avoir fait leur devoir, et une collation santé leur est offerte avant l'activité.

Dans le Réseau Sud, à l'école Au Pied-de-la-Montagne, des ateliers d'aide aux devoirs réalisée par des enseignants d'immigration récente inscrits à l'université de Montréal au certificat d'enseignement. Ce projet les accompagne dans leur insertion professionnelle et soutient les élèves qui n'ont pas toujours de l'aide à la maison parce qu'ils n'ont pas le français comme langue maternelle.

Dans le Réseau Ouest, «On apprend le samedi», dans les cinq école de Côte-des-Neiges. Tous les samedis matins, les enfants reçoivent une aide individuelle en français et en mathématiques, avec la collaboration de l'organisme communautaire PROMIS. Pendant ce temps, leurs petits frères, sœurs et parents ont des activités de stimulation, de francisation et de soutien.

Au Réseau Est, à l'école La Vérendrye, 28 élèves recevront un soutien pour leurs devoirs. Les éducatrices du service de garde pourront libérer trois enseignantes de leur surveillance d'élèves pour que chacune puisse veiller sur un groupe-cycle.

Au Réseau Centre, à l'école Alphonse-Desjardins, 35 élèves sélectionnés et répartis en neuf groupes pourront bénéficier de l'aide de moniteurs pour faire leurs devoirs. Chacun aura deux heures de soutien par semaine.

Dans le Réseau EHDAA, un projet de zoothérapie vise 14 élèves sourds qui présentent un trouble envahissant du développement ou ont une déficience intellectuelle. La présence d'un animal permettra à ces enfants d'exercer leur habileté de communication. Il sert aussi de dérivatif à l'anxiété et facilite le contact entre l'enseignant et l'enfant. Les enfants seront ainsi plus calmes et mieux disposés aux apprentissages.

L'environnement des élèves

Pour les enfants de 4 ans qui n'ont pas fréquenté de CPE ou de garderie, le programme Cap sur la prévention des difficultés de lecture et d'écriture regroupe cinq écoles. Sous forme d'ateliers, deux fois semaine, des groupes de cinq enfants feront des activités d'éveil à la lecture, de développement de la motricité fine et du langage. Les cinq écoles participantes sont Saint-Justin, Saint-François-d'Assise, Armand-Lavergne, Saint-Zotique et La Visitation.

Nous rejoignons toutes les études, et notre pratique le démontre : plus nous agissons tôt, plus nous facilitons l'épanouissement et la réussite des enfants.

Ces services de garde, qui relèvent des directions d'école, sont accessibles à tous les parents. En 2010-2011, cependant, la souplesse que nous avons exercée envers les mauvais payeurs nous a occasionné un déficit de 2,2 millions de dollars, ce, malgré le faible coût des services, 7 \$ par jour. Nous avons été étonnés, dirais-je, de constater que les mauvais payeurs n'étaient pas nécessairement ceux les plus défavorisés. Cette situation nous oblige désormais à appliquer des mesures allant du simple rappel à l'arrêt complet des services en cas de non-paiement. Même avec discernement et bienveillance, chacun peut comprendre que nous devons faire preuve de plus de vigilance, ne serait-ce que par souci d'équité envers les autres parents.



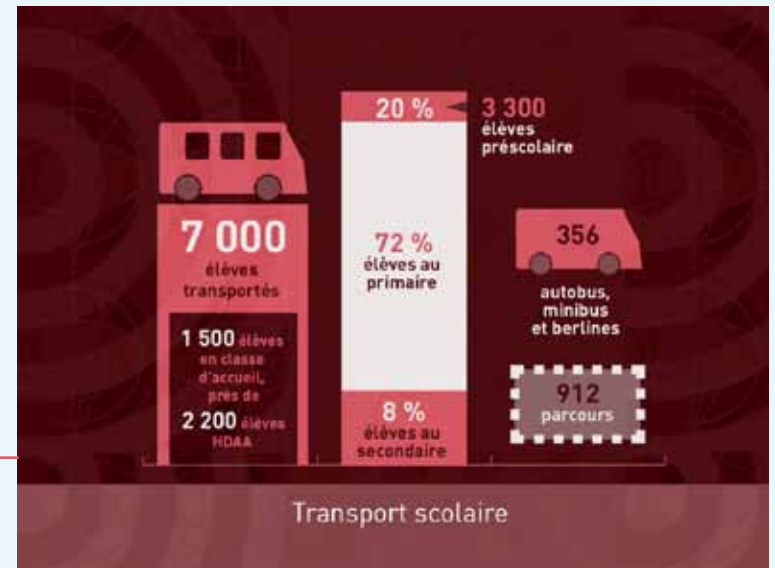
assure que tout le personnel sera en mesure de relever les défis auxquels le plan Réussir les convie, eux aussi, et de jouer leur rôle de premier plan au sein de l'équipe-école. Nous souhaitons adopter cette politique au printemps 2012. Pour tous ces dossiers, nous travaillons en collaboration avec l'Association professionnelle du personnel administratif (APPA).

Nous travaillons actuellement à une politique sur la qualité des services de garde. Pour nous, en plus de sa fonction de « garde », ce service doit contribuer à la réussite des élèves qui y sont inscrits. Cette attente place le service de garde comme un partenaire à part entière des autres services de l'école. Il devient un des éléments d'une triade - qu'on pourrait appeler « services éducatifs intégrés » de l'école - les deux autres éléments étant les services d'enseignement et les services professionnels ou complémentaires. Aussi, depuis cet automne, il n'est plus possible de travailler dans un service de garde sans détenir, au minimum, une attestation de formation professionnelle en service de garde. Cela nous

L'environnement des élèves

Le transport scolaire

Une des responsabilités de la CSDM est d'organiser quotidiennement le transport scolaire sécuritaire, adéquat et efficace pour les élèves qui y ont droit, selon sa Politique de transport. En 2010-2011, sur quelque 69 000 élèves, plus de 7 000 élèves étaient transportés : 3 300 élèves au préscolaire (20 %), au primaire (72 %) et au secondaire (8 %), 1 500 élèves en francisation dans les classes d'accueil, et près de 2 200 élèves HDAA. Le Bureau du transport planifie les circuits de divers types de véhicules en fonction de notre clientèle, soit en autobus, en minibus ou en berline. Tous ces véhicules peuvent être adaptés pour accueillir des élèves handicapés ou à mobilité réduite. Ça signifie 356 véhicules soir et matin pour effectuer 912 parcours. Pour les trajets, plusieurs facteurs sont pris en compte, en partant du fait qu'ils ne doivent pas dépasser 60 minutes. À Montréal, c'est possible. Les véhicules utilisés sont en majeure partie issus de contrats avec des transporteurs privés, mais nous disposons aussi d'une flotte de 17 autobus adaptés pour les élèves HDAA.



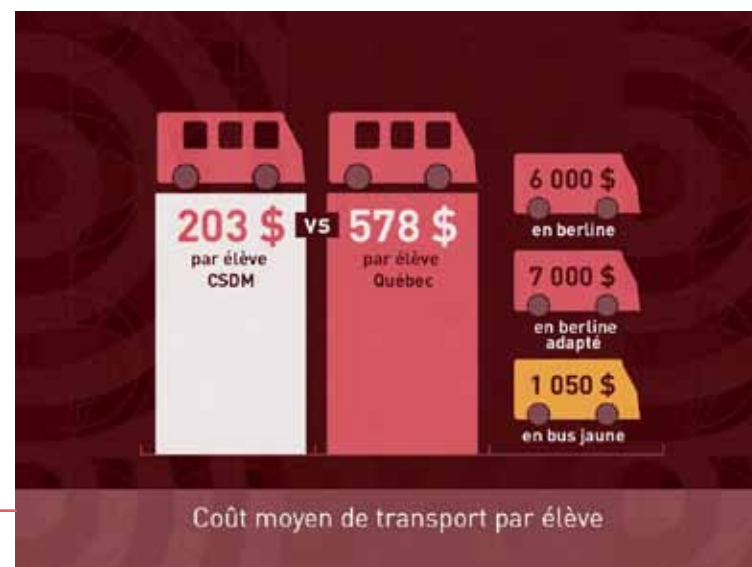
- 4 000 en transport en commun
- 58 000 marcheurs
- 70 % carte Opus remboursé à 4 000 parents

= 1,168 M \$

Il faut savoir que la grande majorité des élèves de 5^e et 6^e année et tous les élèves du secondaire utilisent le transport en commun. Ces élèves peuvent se faire rembourser 70% du titre de transport en commun. Ainsi, en 2010-2011, la CSDM a versé 1,168 million de dollars aux 4 000 parents qui se sont prévalus de cette mesure.

L'environnement des élèves

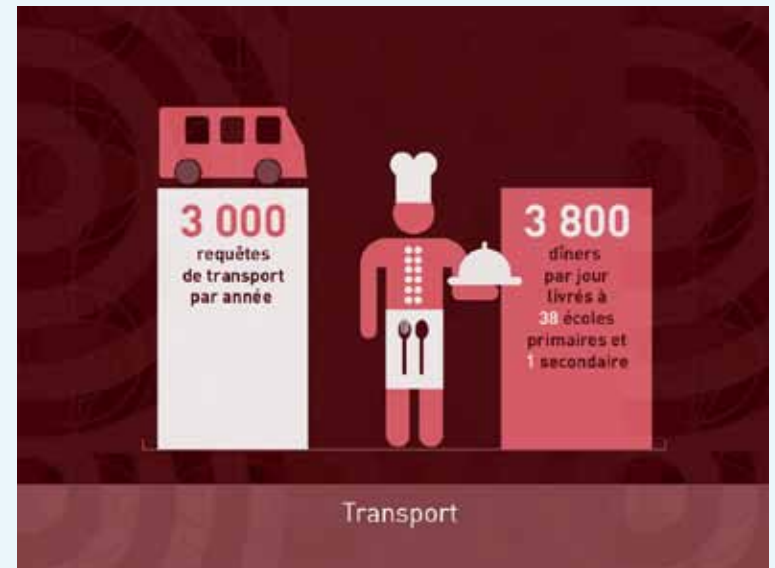
En considérant la population scolaire totale, le coût moyen de transport par élève est plus faible à la CSDM que dans le reste du Québec, soit 203 \$ par élève contre 578 \$ pour l'ensemble du Québec. Si on considère le total des élèves transportés, le coût moyen devient plus élevé, en raison de sa plus forte diversité de clientèles et de points de service. C'est aussi vrai pour les élèves HDAA dont le coût de transport oscille entre 6 000 \$ et 7 000 \$ par rapport à 1 050 \$ pour un élève en bus jaune en raison de leurs handicaps plus lourds, plus diversifiés et à cause du mandat de service suprarégional. À la CSDM, les élèves HDAA se trouvent à 40 % en écoles spécialisées contre 14 % dans les autres commissions scolaires. Notre très grand nombre d'élèves handicapés ou avec des troubles graves de comportement s'explique par le fait que les handicaps des élèves HDAA sont généralement plus lourds et plus diversifiés sur notre territoire en raison de la présence des centres spécialisés de santé, des hôpitaux et de notre mandat suprarégional de services.



L'environnement des élèves

Cette année, nous avons fait mener une étude d'efficiencia du transport scolaire à la CSDM par la firme Roche, section transport, incluant la recommandation de solutions d'optimisation et de réduction des coûts ou la bonification du financement. Car il faut savoir que, d'année en année, devant les besoins grandissants des élèves handicapés, notre offre de service a également évolué, par exemple par l'ajout de berlines adaptées. Tant et si bien que, l'an dernier, nous avons un déficit de 3,27 millions de dollars, ce, malgré l'apport gouvernemental de 1,5 million de dollars. Les résultats de cette étude nous permettront entre autres de déterminer si notre financement est adéquat.

Par ailleurs, la CSDM est propriétaire d'une flotte de quelque 90 véhicules, surtout des camions équipés pour permettre à des équipes d'ouvriers de répondre aux demandes d'entretien et de réparation des établissements, pour déménager du mobilier et de l'équipement, livrer du courrier et de la marchandise entre les établissements, ce qui totalise près de 3 000 requêtes de transport chaque année. En plus, chaque jour, 3 800 repas préparés dans six cafétérias d'école secondaire sont acheminés vers 38 écoles primaires et une secondaire. Afin de répondre à la demande, il pourrait y avoir des ajouts de livraison de repas dans d'autres écoles dès l'an prochain. Le transport collabore aussi à des projets spéciaux. En 2009, nous avons organisé le transport de 12 000 élèves vers 11 centres de vaccination lors de la campagne pour contrer la grippe A H1N1. Une opération sans faille pour laquelle, heureusement, nous n'avons pas attrapé la piqûre.



L'environnement des élèves

Le besoin de places dans nos écoles (capacité d'accueil)

Concernant le besoin de places dans nos écoles, nos talents en logistique s'avèrent très utiles. En 2009, le MELS décidait de réduire sur trois années le nombre d'élèves par classe au primaire, le rapport élèves-enseignant, ce qui implique l'ajout de classes. De plus, les prévisions du MELS annonçaient une augmentation importante de la population scolaire sur une période de 10 ans, jusqu'en 2020, soit plus de 11 000 élèves pour notre seul territoire. Cette situation commande une réorganisation de l'utilisation de l'espace dans les établissements. L'ensemble de cette réorganisation est déterminé par la capacité d'accueil des établissements, c'est-à-dire le nombre d'élèves qu'une école peut recevoir. La CSDM a donc procédé à une vaste opération de révision des capacités d'accueil de ses établissements, et analysé l'ajout d'espaces par des réaménagements, des agrandissements, des reprises d'immeubles excédentaires et des nouvelles constructions selon les besoins des quartiers pour trouver des solutions durables et réalisables d'ici 2015. Ces solutions prennent en compte un certain nombre de sensibilités ou de préoccupations que nous avons par rapport, notamment, aux besoins des élèves, à la présence d'organismes communautaires dans nos locaux, à nos immeubles loués à des partenaires, à la stabilité du personnel et des élèves et à la variation de la population scolaire au sein d'un même quartier. Ces

principes nous ont guidés pour maintenir la qualité des services et la sécurité de tous.

Globalement, 400 locaux de classe supplémentaires sont requis pour répondre aux besoins selon qu'ils sont imminents, à court terme ou à moyen terme. À la lumière des analyses, une planification serrée a été élaborée et, actuellement, les travaux sont en cours. Nous en faisons un suivi rigoureux. Pour les années 2012 à 2015, la CSDM a fait ses recommandations au MELS, et ses demandes de financement. Ceci n'exclue pas d'autres demandes que nous pourrions effectuer en cours de route. Ainsi, trois vagues de construction ont été prévues : 91 locaux de classe l'an dernier pour lequel le MELS a annoncé l'octroi de 42 millions de dollars; 158 locaux en 2011-2012, pour un montant approximatif de 88 millions de dollars et, lorsque le MELS aura octroyé les 90 millions de dollars qui seront requis l'été prochain, la construction de 151 locaux pourra débuter en 2013.

En raison des travaux, une mesure de dérogation temporaire de notre politique d'admission a été mise en place pour les écoles Louis-Colin, Marie-Rivier, Saint-Bernardin, Sainte-Lucie et Saint-Mathieu. Cette dérogation prévoit que les nouveaux élèves inscrits dans ces écoles puissent être redirigés vers une école avoisinante, en prenant en compte la distance entre le domicile et l'école, plutôt que leur ordre d'arrivée. Nous avons aussi commencé à analyser l'impact d'un plus grand nombre d'élèves dans nos écoles secondaires. Il faut croire que nous grandissons comme eux. Également, concernant notre politique d'admission, nous allons apporter des changements pour que plus aucun parent ne fasse la file pour le libre-choix. Dès la rentrée prochaine, en projet pilote, plusieurs solutions seront expérimentées parmi celles envisagées, dont le tirage au sort, l'inscription en ligne et, même, un mini SRAM-CSDM pour que les parents puissent faire trois choix.



L'environnement des élèves

Les grands chantiers

La CSDM dispose d'un parc immobilier d'une valeur de plus de 2 milliards de dollars. Il est composé de quelque 200 immeubles dédiés à des activités éducatives, nos établissements, et un peu plus de 90 autres immeubles. Nous sommes donc responsables de l'entretien et du maintien de ce grand parc immobilier dont l'âge moyen approche les 60 ans. Plusieurs de nos écoles ont une valeur patrimoniale - certains sont âgés de plus de 150 ans.

En 2007, nous avons lancé un Plan d'accélération de remise en état des bâtiments, dans le but de résorber graduellement le déficit d'entretien qui affecte durement les immeubles. Ces projets touchent l'enveloppe - toiture, maçonnerie, portes et fenêtres, et les systèmes électromécaniques - chauffage, ventilation et conditionnement de l'air. Plus récemment, d'autres types d'intervention ont pris plus de place dans la programmation des projets de réfection. Pensons à l'amélioration de l'efficacité énergétique, au Programme de gestion de l'amiante, à la réhabilitation des terrains contaminés, à l'amélioration de l'accessibilité des immeubles aux personnes handicapées et à l'embellissement des cours d'école. Ces dernières sont extrêmement importantes pour la vie de l'école et du quartier. Les parents sont souvent très impliqués dans les projets de cours d'école, qui incluent la préparation des terrains, l'aménagement d'aires de jeux, des îlots de verdure, etc.

Notez que nous faisons aussi de l'entretien préventif, par exemple, la prévention de défaillance prématurée des divers systèmes et la mise aux normes d'installations, pour assurer un usage sécuritaire, confortable et fonctionnel des lieux. La CSDM a investi plus de 240 millions de dollars dans le programme des Grands chantiers, c'est à dire dans ses infrastructures. Jusqu'à maintenant, plus de 800 projets ont été réalisés dans près de 200 établissements.

Vous remarquerez que les dépenses d'investissement de la CSDM ont progressé de façon vertigineuse ces dernières années. De 11,4 millions de dollars qu'elles étaient en 2005-2006, elle sont passées à 78,9 millions de dollars en 2010-2011. Pour la seule année 2011-2012, tout programme confondu, 77 millions de dollars seront investis dans les projets d'entretien des écoles. À cette somme s'ajoutent les 42 millions de dollars annoncés par le MELs pour le manque de places. Pour l'année en cours, compte tenu des résultats déjà comptabilisés, les investissements dans le maintien et l'amélioration d'un environnement stimulant, sain et sécuritaire pour les élèves et le personnel atteindront de nouveaux sommets. Le déficit d'entretien accumulé est estimé à près de 500 millions de dollars - nous devons poursuivre nos efforts, voire même augmenter la cadence pour résorber ce déficit au cours des 10 prochaines années.



L'environnement des élèves

Soulignons ici que la problématique des vieux immeubles est la même partout au Québec. Il faudra qu'on s'y penche sérieusement ; les fonds qui seraient nécessaires juste pour un meilleur entretien pourraient bien s'avérer aussi importants que ceux pour les ponts... Chose certaine, les travaux de quelque 6 millions de dollars effectués à l'école Baril, avec tous les désagréments causés au milieu, et plus récemment le dossier de l'école Hochelaga traité avec la Direction de santé publique, ont occasionné bien des soucis. Le mot est faible.

Étant donné notre mission éducative et parce que ces installations sont aussi touchées par le déficit d'entretien, nous devons aussi investir des sommes importantes dans la rénovation et le réaménagement des bibliothèques, des gymnases, des cafétérias et des amphithéâtres, au cours des prochaines années.

Tous ces travaux, vous vous en doutez, sont encadrés dans un périmètre légal relativement complexe. En cas de doute, le comité de suivi des contrats mis en place par le Conseil des commissaires a demandé de multiples avis auprès du Service de la vérification interne pour que tous nos processus menant aux contrats soient rigoureux et en conformité avec la Loi des contrats des organismes publics. En outre, la multiplication et la diversité des projets imposent un encadrement rigoureux en matière

de sécurité. En vertu des nombreuses lois qui régissent le domaine de la construction, des obligations de diligence raisonnable incombent à la Commission scolaire, comme donneur d'ouvrage, employeur et propriétaire.

La cohabitation chantier/école impose une tolérance zéro en matière de risque. À cet égard, un Guide de gestion des mesures de prévention sur les chantiers de construction a été mis en place à l'intention des chargés de projets et des entrepreneurs généraux. Ce guide de prévention édicte des normes claires pour assurer la sécurité de tous les usagers de l'école. Bien sûr, pour chaque chantier, nous communiquons aux parents un maximum d'information, d'abord par écrit, puis par des rencontres avec eux lorsque nécessaire, et avec le conseil d'établissement. Chaque détail est important, depuis les dates de début et de fin approximative du chantier à l'installation de clôtures pour délimiter les zones d'opération. Car parallèlement à l'aspect sécurité, nous avons aussi porté une attention particulière à informer, à rassurer et à inviter les parents, les élèves et le personnel à faire preuve d'une salubre patience face aux travaux, étant donné leur caractère incontournable. *La liste des travaux se trouve aussi sur notre site Web.*

L'environnement des élèves

Les grands projets

À travers ces travaux, nous avons réalisé ou sommes en voie de réaliser de grands projets. Je veux vous en citer quelques-uns. En mai dernier, nous avons inauguré **le nouvel auditorium de l'école secondaire Saint-Luc**, un investissement de quelque 4 millions de dollars qui permettra à l'école de continuer de rayonner par ses productions musicales et son travail avec ses nombreux partenaires, comme le Festival de jazz et l'Orchestre métropolitain.

Le gymnase de l'école Saint-Jean-de-Matha : une nouvelle installation qui offrira des activités à la fois à nos élèves et aux citoyens de l'arrondissement Sud-Ouest. Un protocole d'entente et une convention d'utilisation entre la CSDM et l'arrondissement seront bientôt finalisés. Et ce sera le lancement des étapes de réalisation.

La salle de concert Joseph-François-Perrault : une nouvelle salle de concert pouvant accueillir 650 spectateurs, 72 musiciens et une chorale de 200 personnes pour assurer le rayonnement de l'une des grandes écoles de musique au Québec. Une installation à la mesure des musiciens de l'école, qui travaillent entre autres avec l'Orchestre symphonique de Montréal. Plusieurs chefs sont d'anciens élèves de l'école, comme Jean-Marie Zeitouni qui est chef à l'Opéra de Montréal, ou Pierre Simard à l'Orchestre philharmonique de Calgary, et de nombreux musiciens qui font carrière dans les grands orchestres à travers le monde. Concernant la salle, des échanges avec la Ville et l'arrondissement sont nécessaires pour un changement de zonage et pour élaborer une convention d'utilisation afin de favoriser l'accès à tous les Montréalais.



L'environnement des élèves

Le centre communautaire et culturel Louis-Joseph-Papineau et le gymnase adjacent : la transformation de locaux antérieurement destinés à la formation professionnelle en locaux sportifs, récréatifs et éducatifs en vue d'en faire un centre communautaire. C'est un projet important pour tous nos partenaires, surtout pour le secteur Saint-Michel Nord. Nous avons un engagement de 7 millions de dollars du gouvernement, et nous sommes en attente de finaliser un partenariat avec l'arrondissement pour la poursuite des travaux.

La Maison des arts et des lettres Sophie-Barat, un projet d'envergure qui servira à la pratique et à la diffusion des arts et qui répondra autant aux besoins de la communauté environnante qu'à ceux des élèves – la Maison des arts desservira 34 écoles primaires et quatre écoles secondaires, plus de 20 000 élèves. Le projet consiste en la rénovation de l'ancien externat Sainte-Sophie et à l'aménagement d'un campus dédié à l'éducation des arts. Les travaux ont débuté en 2011 et dureront 2 ans.

De façon toute particulière, nous participons au projet **Espoir d'enfants**, qui vise la **reconstruction de l'orphelinat de Mme Jacqueline Lessard, en Haïti**, complètement détruit lors du séisme de janvier 2010. Cette catastrophe nous avait beaucoup touchés, d'autant que la CSDM a des relations privilégiées avec cette communauté – plus de 2 500 de nos élèves sont d'origine haïtienne, soit près de 4 % de nos élèves. Nous avons collaboré à la construction de quatre bâtiments, dont un orphelinat pour 100 enfants, et une nouvelle école pour 400 enfants, et établi aussi des partenariats avec des organismes sur place. Une dizaine d'élèves finissants de nos écoles de métier sont allés en Haïti en juin dernier participer à la reconstruction. La qualité de leur participation a été chaleureusement soulignée dans une lettre que nous a

fait parvenir nos partenaires, Imavision et la firme Pomerleau, gestionnaire du projet. Il s'agit d'une belle contribution de la CSDM à cette cause humanitaire.

Nous sommes conscients de l'effet constructif de tous ces grands projets sur le rayonnement de nos élèves mais aussi sur la qualité de vie des milieux et des communautés. Un effet positif que nous souhaitons communiquer le plus largement possible pour favoriser la réussite des élèves.



L'environnement des élèves

L'importance des communications

Communiquer, c'est plus qu'informer. C'est engager l'ensemble de la population montréalaise dans la réussite des élèves. C'est bâtir et maintenir des relations de confiance; c'est rendre des comptes en toute transparence. Au quotidien, pour être en mesure de comprendre, de répondre aux besoins exprimés, de mobiliser, il faut écouter. C'est entre autres la raison des sondages que nous réalisons: permettre de moduler nos interventions, en somme, de mieux nous adapter, en tenant compte des opinions de nos élèves et celles de leurs parents.

Le sondage sur nos services

Le dernier sondage a été mené cet automne auprès des parents et des élèves qui utilisent nos services. D'ailleurs, la presque totalité des données auxquelles nous faisons référence aujourd'hui, qui touchent les opinions et les perceptions, sont issues de ce sondage.

Plusieurs mécanismes ont été mis en place afin de refléter la proportion d'élèves par ordre d'enseignement et le profil sociolinguistique de la population scolaire de la CSDM. Au total, 811 entrevues ont été réalisées par une firme indépendante ; parmi les répondants, 558 parents d'élèves du primaire et du secondaire, 75 élèves du secondaire de 16 ans et plus, 77 élèves de la formation professionnelle et 101 adultes de la formation générale. La marge d'erreur totale est d'environ 3% et le taux de réponse, de 47%, ce qui est plus qu'acceptable. En fait, considérant que la marge d'erreur habituellement reconnue est de 5% et moins, les résultats sont sans équivoque.



L'environnement des élèves

Les résultats obtenus sont positifs. Par exemple, 92 % des répondants ont confiance en leur école ou leur centre pour assurer la réussite de leur enfant ou la leur. Et lorsqu'on demande aux 6 % qui ne sont pas confiants d'en donner les raisons, il ressort surtout le manque de communication entre les enseignants et les parents, les problèmes d'enseignement, le manque de suivi, de soutien et d'encadrement ainsi que le nivellement par le bas - enseignement pas assez poussé, niveau d'exigences trop bas. 89 % des répondants se disent satisfaits des services reçus par l'école de leur enfant ou leur centre l'année dernière, et 87 % disent que l'école a répondu à leurs besoins.

Si 42 % des répondants disent être suffisamment informés sur ce que fait la CSDM pour ses écoles/ses centres, 73 % des personnes interrogées souhaiteraient être davantage informées sur la CSDM, surtout sur les pratiques gagnantes des écoles pour faire réussir les élèves ainsi que les programmes offerts à la formation professionnelle. À cet effet, le courriel semble être le véhicule préféré des répondants de même que l'information distribuée par l'école dans le sac d'école. Concernant particulièrement le cyber civisme, 94 % des répondants sont d'accord avec l'implantation d'un code - les autres 6 % disent que cette mesure ne changerait rien ou que cette tâche revient aux parents. Il faut souligner que 88 % des répondants ont confiance en la CSDM pour assurer la réussite des élèves. Les gens qui n'ont pas confiance évoquent surtout la non-proximité de la CSDM avec ses écoles, les budgets insuffisants, mal répartis et le manque d'exigences ou d'encadrement - le fameux nivellement par le bas.

Il est clair pour nous que plusieurs des résultats à ces questions mettent l'accent sur autant de points à améliorer, dont la communication avec les parents et l'information sur ce que fait la CSDM.



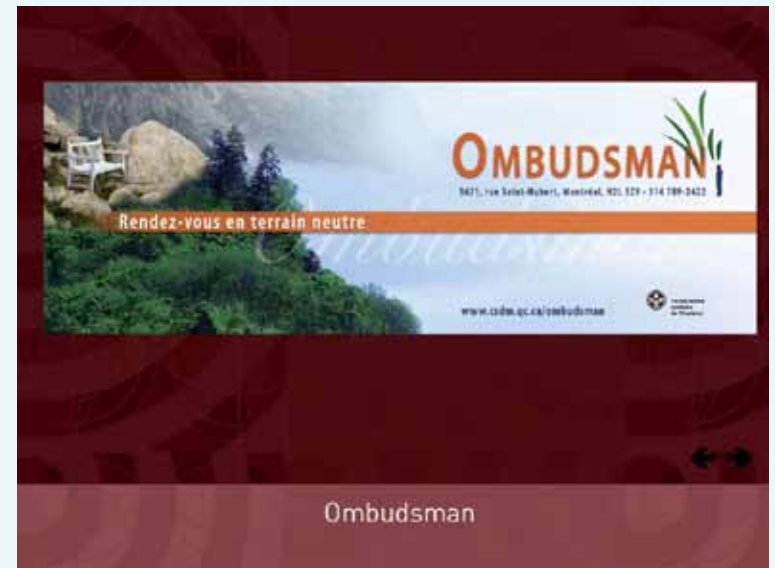
L'environnement des élèves

L'ombudsman

Dans cet ordre d'idée, et pour continuer, encore, sur la notion d'écoute, voire de diplomatie, parlons du travail de notre ombudsman, poste assuré chez nous par M^e Patrick Robardet. Comme ombudsman, M^e Robardet est disponible pour les parents, les 3 500 parents bénévoles, les élèves, le personnel et les citoyens pour donner de l'information, ou des conseils, traiter les manifestations d'insatisfaction ou les plaintes des personnes qui s'adressent à lui. Non seulement ses fonctions visent-elles à améliorer les relations entre les personnes, mais elles contribuent au développement de la citoyenneté et à l'exercice des droits et responsabilités.

Dans son dernier rapport annuel, M^e Robardet a proposé la «culture du possible», une expression très appréciée, comme axe de renforcement de la capacité de chacun de répondre aux demandes de service qui lui sont faites et comme moyen de promouvoir une culture de service. La qualité des services appelle au souci de l'autre comme moyen de réguler par soi-même ses relations aux autres. Plutôt que des enquêtes basées sur l'identification de violations de normes ou sur des fautes, l'ombudsman privilégie les interventions axées sur le relationnel et la communication interpersonnelle, comme la gouvernance. M^e Robardet remplit aussi la fonction de protecteur de l'élève, en attendant le projet de règlement en cours d'élaboration par le Comité d'éthique et de gouvernance et qui sera déposé en décembre.

Mentionnons qu'en 2010-2011, l'ombudsman a traité 458 dossiers par rapport à 441 l'année précédente, une augmentation de 4 %. Parmi ces dossiers, les relations avec l'administration demeurent un sujet important alors que les motifs d'insatisfaction liés à l'incivilité, à la protection de la vie privée ou à la «maladministration» ont augmenté, cela correspond à une augmentation de 20 % des plaintes des parents. Les plaintes visant des enseignants ou des cadres ont diminué de moitié. L'ensemble des demandes d'information a diminué significativement de 23 %. Ce qui permet de souligner à nouveau l'importance de la ligne d'information aux parents, le 514 596-CSDM.



L'environnement des élèves

La ligne 596-CSDM

La ligne d'information 514 596-CSDM offre un accompagnement aux parents de la CSDM et aux citoyens. Quand on parle d'écoute, ici, on ouvre grand les oreilles. En fonction depuis maintenant trois ans, le service est reconnu pour son efficacité à traiter rapidement les demandes. L'objectif de la ligne d'information 514 596-CSDM est d'améliorer notre service et de répondre aux questions des parents et des citoyens. Compte tenu du nombre d'appels traités, ce service répond à un véritable besoin.

En période de pointe, la ligne d'information 514 596-CSDM peut répondre jusqu'à une cinquantaine d'appels quotidiens et résoudre, en seulement quelques jours, les cas les plus difficiles. Depuis l'implantation d'un logiciel à des fins de statistiques, en février 2011, plus de 1 600 appels (comparativement à 1 300 pour les 6 mois précédents) ont été répertoriés en août pour permettre de cerner les principales demandes et ainsi identifier les endroits où l'information est déficiente. Ce qui totalise plus de 2 900 appels. Depuis la rentrée 2011, nous avons déjà répondu à près de 500 appels. Parmi les principales préoccupations, 22 % concernent les écoles primaires, en particulier l'accès au préscolaire 4 ans et au libre-choix, tandis que 9 % des appels touchent le secondaire, notamment les résultats scolaires et les programmes à vocation particulière.

On dénote une croissance du nombre d'appels pour certains sujets, par exemple, 6 % touchent les élèves HDAA et 10 % les écoles à vocation particulière. Les raisons qui expliquent ces hausses sont, dans un premier temps, une mauvaise compréhension par les parents du plan d'intervention de leur enfant et, dans un deuxième temps, de leur préoccupation à bénéficier des meilleures écoles, tant au primaire qu'au secondaire. Je ne peux m'empêcher de soulever le problème de manque d'information des parents d'enfants handicapés ou en difficulté, par exemple, quand il s'agit d'inscrire leur enfant à l'école ou, simplement, d'obtenir de l'information. Quelle est la porte d'entrée pour eux ? Le Conseil des commissaires veut faire écho à leur demande, que le Comité HDAA a maintes fois adressée. Même chose pour les parents des tout jeunes enfants qui vont commencer l'école et, donc, qui ont besoin de connaître les services éducatifs à proximité de leur domicile. Ne pourraient-ils recevoir d'emblée cette information ? Et de quelle façon ?

Au cours des prochaines années, les objectifs de ce service seront de tarir les sources récurrentes de problème afin de diminuer le nombre d'appels et d'interventions auprès des gestionnaires.

188 sites Web écoles

Toujours dans le but d'améliorer l'information aux parents et aux citoyens, nous avons commencé à refaire tous les sites Web de nos établissements. 188 vitrines Web modernes, harmonisées, faciles à utiliser et complémentaires au site de la CSDM seront mises en ligne. Grâce au **Plan de développement des sites web des établissements** adopté par le Conseil des commissaires l'an dernier, les établissements profiteront d'un site clé en main pour minimiser le temps de conception et de gestion. Une série de nouveaux outils modernes et puissants, tout ce qu'il y a de plus Web 2.0, vont peu à peu amener tous les sites sur une nouvelle plate-forme technologique commune. Toutes les étapes de développement sont prévues, de l'élaboration graphique à la rédaction, à l'intégration des contenus en passant par l'indispensable formation pour les mises à jour. Rappelons l'importance que nous avons accordée à la qualité du français, en cohérence avec les orientations du plan Réussir, de même qu'à l'information concernant le commissaire scolaire, toujours pour nous rapprocher le plus possible des parents.

L'environnement des élèves

Tel que nous l'avons planifié, les premiers sites ont été livrés en octobre dernier, soit 19 sites Web d'écoles secondaires et trois sites d'écoles de formation professionnelle - à temps pour l'événement des portes ouvertes. D'ici Noël, nous aurons livré cinq autres sites. Comme nous avons procédé par groupes d'une dizaine d'écoles, à cette cadence, nous avons confiance d'avoir réalisé tous nos sites en 2013.

De virtuelles, passons à des communications plus palpables. Nous voulons continuer d'améliorer les communications entre les écoles, les familles et la communauté. C'est pourquoi nous misons beaucoup, par exemple, sur les projets de rapprochement avec les familles. Mais nous voulons aussi faire de la communication entre l'enseignant, l'élève et ses parents l'une de nos grandes priorités.

Nous avons lancé une opération courriels pour obtenir l'adresse électronique de tous nos parents. Actuellement, pour chaque envoi d'infolettre, nous rejoignons directement 35 600 parents, en plus de 8 850 élèves en formation professionnelle, et 5 570 à l'éducation des adultes. Considérant le nombre de nos parents, nous continuons notre campagne. Mais, en milieu défavorisé, nous nous sommes butés aux caractéristiques socioéconomiques de la population. Nous avons dû constater que, malgré tout le discours de ceux qui sont branchés, notre réalité, c'est que beaucoup de parents ne le sont pas. C'est pourquoi, notamment, nous soutenons le projet du «Montréal numérique» mené par la Conférence des élus de Montréal (CRÉ), pour démocratiser l'accès à ces technologies.

Nous avons énormément travaillé à améliorer nos communications, de toutes les façons et en utilisant les nouvelles technologies de l'information, le Web, les médias sociaux, les infolettres, etc. Cette année, nous avons le projet de mettre en ligne un blogue du directeur général, et un autre pour la présidente, pour favoriser les échanges avec nos employés, nos parents, nos élèves et les citoyens autour de nos projets ou de l'éducation en général.



L'environnement des élèves

Faisons ici le lien avec le travail remarquable qu'a accompli l'**Association des élèves du secondaire de la CSDM**, qui a mené un sondage concernant la persévérance, et plus précisément sur l'environnement social, les activités parascolaires, l'environnement physique, l'horaire, le code de vie et l'enseignement. Plus de 1 112 élèves sur une cible de 1 200 provenant de 15 écoles secondaire ont répondu au sondage. Ils nous ont révélé plusieurs aspects essentiels à leurs yeux, dont le respect des enseignants envers eux, et la propreté de leur environnement.

Parmi les réponses qui les ont davantage intéressés, les élèves de l'Association ont fait ressortir les éléments suivants. Quinze pour cent des répondants disent avoir été victimes d'intimidation. Une donnée qui nous préoccupe, car peu importe le pourcentage, l'intimidation demeure inacceptable. Cinquante pour cent des élèves ont répondu «plutôt d'accord» et 27,6 % «totalement d'accord» à l'énoncé «J'ai le sentiment que les enseignants me traitent de façon juste et équitable en classe». Donc, 22,4 % des élèves n'ont pas le sentiment d'être traités de façon juste et équitable en classe. Sans être alarmistes, et conscients qu'il s'agit de perceptions, cette donnée est parlante et nous conforte dans l'importance d'élaborer d'un code de civisme. Notez à cet égard que plus de 50 % des élèves ne participent pas à l'élaboration du code de vie de leur école. Cela peut expliquer en partie pourquoi 37,3 % d'entre eux ne sont pas en accord avec le code de vie de leur école. Il faudra leur en démontrer le bien-fondé. Par ailleurs, 85 % des élèves qui participent à des activités parascolaires considèrent qu'elles leur donnent le goût d'aller à l'école. On parle du sentiment d'appartenance. Cependant, 50 % des filles ont dit que les activités proposées ne les intéressent pas. En voulant intéresser les garçons, aurions-nous délaissé les filles ? Cette donnée nous a interpellés.



L'environnement des élèves

Ici, nous devons faire appel à une juste réciprocité. Nous jugeons qu'il est aussi important que les élèves se comportent convenablement avec les enseignants et le personnel. Les enseignants nous ont souvent signalé que des élèves faisaient preuve d'impolitesse, d'incivilité à leur égard. Certains parents aussi, d'ailleurs. Pourtant, il y a quelques années, lors d'un sondage mené auprès d'eux dans le cadre du plan Réussir, les enseignants que nous avons rencontrés nous avaient tous confié – des étoiles dans les yeux, que la reconnaissance la plus importante à leur cœur, c'est celle des élèves. À l'inverse, les élèves venus nous rencontrer ont tous évoqué – des étoiles dans les yeux, l'importance de la passion chez leurs enseignants. Le tandem élève-enseignant est parfait.

Somme toute, les résultats de ce sondage contribueront aux réflexions et aux travaux sur la persévérance au sein même de la CSDM. J'ajoute qu'une Politique relative à la démocratie scolaire est actuellement en gestation pour favoriser l'initiation des élèves, quel que soit leur âge, aux droits et responsabilités citoyennes, aux règles de vie en société et dans les institutions, à l'engagement dans l'action, ce, dans un esprit de coopération et de solidarité. Les élèves sont des acteurs à part entière de l'école et de la société – nous reconnaissons et encourageons ce rôle, et nous voulons les accompagner.

Exemple de cet accompagnement, depuis quelques années, les jeunes peuvent devenir commissaire d'un jour. En compagnie du commissaire de son quartier, chaque élève ou délégué participe au caucus de l'après-midi et, ensemble, ils formulent une proposition qu'ils soumettent au Conseil des commissaires le soir même. L'an dernier, il y avait des représentants de 18 écoles, pour un total de 25 élèves, incluant des élèves très impliqués dans leur école et qui ne font pas nécessairement partie de L'Association, et deux élèves du primaire, ce qui constituait une première. Ces propositions sont loin d'être bidon, puisque certaines d'entre elles ont eu des conséquences très positives. Pensons à celle sur l'hypersexualisation qui a eu des échos jusqu'au gouvernement et donné une impulsion pour l'élaboration d'un nouveau programme d'éducation à la sexualité.

Élève, parent, enseignant, employé, gestionnaire, commissaire, partenaire... Nous nous soucions véritablement de la qualité des rapports entre les personnes. C'est la raison pour laquelle nous nous sommes penchés sur le civisme et le cyber civisme. Nous avons tenu des journées pédagogiques pour consulter et sonder nos employés, nos élèves, nos parents, nos partenaires afin de déterminer les valeurs communes qui sont importantes pour tous et qui doivent être promues à la CSDM. Vous ne serez sans doute pas étonnés de nous entendre parler de respect, de coopération, d'ouverture d'esprit, de responsabilité, de courtoisie, de politesse, et aussi, d'empathie et d'effort. Il est ressorti de cet exercice que l'éthique, le civisme, c'est l'affaire de tous.



L'environnement des élèves

Cette démarche doit nous mener à un rehaussement des standards en matière d'éthique, de civisme, et aussi de cyber civisme - la version virtuelle et technologique de ces enjeux, qui fera l'objet de travaux spécifiques. La cyber intimidation à laquelle font face les élèves, le personnel et les parents mérite que nous réfléchissions afin de développer des actions concrètes, respectueuses et sensées dans un environnement en perpétuel changement. Nous travaillerons avec une chercheuse de l'Université McGill, le Service de police de Montréal et la Commission d'accès à l'information. Nous souhaitons enchâsser les résultats de toute cette réflexion dans un outil institutionnel - une politique, un code, un guide, qui sera élaboré cette année. Nous projetons soumettre une déclaration de principe au début de l'année 2012, et qui englobera le travail sur le cyber civisme avec nos collaborateurs. À terme, nous souhaitons traduire les résultats de nos travaux dans un plan d'action pour la rentrée 2012-2013.

L'environnement de la réussite, c'est le quotidien de chacune de nos écoles. Le travail de la Commission scolaire est de développer une vision d'ensemble des besoins, et de coordonner nos actions pour l'ensemble de nos élèves, de nos parents, de notre personnel. Notre force tient beaucoup en notre capacité de planification et d'action, et dans notre écoute. C'est ainsi que nous pouvons changer les choses.

Notre force de persuasion auprès des décideurs québécois nous a aussi permis de faire reconnaître, de défendre la spécificité montréalaise.

Tout cela prend du temps. Nous pouvons comprendre l'impatience des citoyens qui souhaitent que nous allions plus vite, surtout quand on parle de gouvernance. Une reddition de comptes comme celle d'aujourd'hui, le point sur les résultats, aidera sans doute les Montréalais à mieux comprendre nos actions et leurs effets.

L'environnement de la réussite fait appel à toutes les ressources de la Commission scolaire mais aussi à celles de toute la communauté, notre village. Encore une fois, merci à tous ceux qui veillent avec nous à la réussite de nos élèves.

